

COMMUNE DE PONT A MARCQ

**ACTE D'ENGAGEMENT
MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**

EXTENSION DE L'AIRE DE JEUX RUE MITTERRAND

DATE ET HEURE LIMITEES DE RECEPTION DES OFFRES :

VENDREDI 22 JUIN 2018 A 12 HEURES

MAIRIE DE PONT A MARCQ

PLACE DU BICENTENAIRE

PONT A MARCQ 59710

TEL 03 20 84 80 80

1) Identification de l'acheteur

Nom de l'organisme : commune de Pont à Marcq

2) Identification du co-contractant

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché indiquées à l'article « pièces contractuelles » du cahier des clauses administratives particulières qui fait référence au CCAG – travaux et conformément à leurs clauses et stipulations :

Le signataire (candidat individuel)

M.....

Agissant en qualité de.....

M'engage sur la base de mon offre et pour mon propre compte,

Nom commercial et dénomination sociale.....

Adresse.....

Courriel.....

Numéro de téléphone.....

Numéro de Siret.....

Code APE.....

Numéro de TVA intracommunautaire.....

Engage la société.....sur la base de son offre,

Nom commercial et dénomination sociale

Adresse.....

Courriel.....

Numéro de téléphone.....

Numéro de Siret.....

Code APE.....

Numéro de TVA intracommunautaire.....

Le mandataire (candidat groupé)

M.....

Agissant en qualité de

Désigné mandataire :

Du groupement solidaire

Solidaire du groupement conjoint

Non solidaire du groupement conjoint

Nom commercial et dénomination sociale.....

Adresse.....

Courriel.....

Numéro de téléphone.....

Numéro de Siret.....

Code APE.....

Numéro de TVA intracommunautaire.....

S'engage, au nom des membres du groupement, sur la base de l'offre du groupement, à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après,

L'offre ainsi présentée n'est valable toutefois que si la décision d'attribution intervient dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres fixée par le règlement de la consultation.

3) Dispositions générales

- *Objet*

Le présent Acte d'Engagement concerne :

L'extension de l'aire de jeux rue Mitterrand à Pont à Marcq

- *Mode de passation*

La procédure de passation est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25mars 2016.

- *Forme de contrat*

Il s'agit d'un marché ordinaire

4) Prix

Les prestations seront rémunérées par application du prix global forfaitaire suivant :

Montant HT..... euros

TVA (taux de%)..... euros

Montant TTC..... Euros

Soit en toutes lettres.....

5) Durée et délais d'exécution

Le délai d'exécution proposé par le candidat est dejours

En aucun cas, il ne dépassera un mois)

6) Paiement

Le pouvoir adjudicateur se libèrera des sommes dues au titre de l'exécution des prestations en faisant porter le montant du crédit du ou des comptes suivants :

Ouvert au nom de :

Pour les prestations suivantes :

Domiciliation:.....

Code banque :.....code guichet.....n° de compte.....clé RIB.....

IBAN..... BIC.....

Ouvert au nom de :

Pour les prestations suivantes :

Domiciliation:.....

Code banque :.....code guichet.....n° de compte.....clé RIB.....

IBAN..... BIC.....

En cas de groupement, le paiement est effectué sur :

Un compte unique ouvert au nom du mandataire

Les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées en annexe du présent document

Nota : si aucun des deux éléments n'est barré, ou si les deux éléments sont barrés, le pouvoir adjudicateur considérera que seules les dispositions du CCAP s'appliquent.

7) Signature

Engagement du candidat

J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation du marché à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe (nt) pas sous le coup des interdictions découlant des articles 45 à 50 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015.

Fait en un seul original,

A....., le.....

Signature du candidat, du mandataire ou des membres du groupement

Acceptation de l'offre par le pouvoir adjudicateur

Le montant global de l'offre acceptée par le pouvoir adjudicateur est porté à :

Montant HT..... euros

TVA (taux de%)..... euros

Montant TTC..... Euros

Soit en toutes lettres.....

La présente offre est acceptée.

A..... Le.....

Signature du représentant du pouvoir adjudicateur

Notification du contrat au titulaire (date d'effet du contrat)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« reçu à titre de notification une copie du présent contrat »

A..... Le.....

Signature

En cas d'envoi en LR AR

(coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire (valant date de notification du contrat))

Nantissement ou cession de créances

Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance de :

La totalité du marché dont le montant est de (indiquer le montant en chiffres et en lettres):.....
.....

La totalité du bon de commande n°.....afférent au marché (indiquer le montant en chiffres et lettres) :.....
.....

La partie des prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, est évaluée à (indiquer en chiffres et en lettres) :.....
.....

La partie des prestations évaluée à (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :.....

.....
et devant être exécutée par :

En qualité de :

Membre d'un groupement d'entreprise

Sous-traitant

A.....Le.....

Signature

ANNEXE 1 : RELATIVE A LA DECLARATION DE SOUS TRAITANCE (DC4)

Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous traitance qui peut être utilisé par les soumissionnaires ou titulaires de marchés publics pour présenter un sous-traitant. Ce document est fourni par le soumissionnaire ou le titulaire à l'acheteur soit au moment du dépôt de l'offre – en complément des renseignements éventuellement fournis dans le cadre H du formulaire DC2 – soit en cours d'exécution du marché public.

Il est rappelé qu'en application de l'article 4 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, le vocable de « marché public » recouvre également les accords-cadres s'exécutant par la conclusion de marchés subséquents ou par l'émission de bons de commande, les marchés subséquents, les marchés spécifiques conclus dans le cadre d'un système d'acquisition dynamique et les marchés de partenariat.

A) Identification de l'acheteur

Désignation de l'acheteur :

Mairie de Pont à Marcq

Place du bicentenaire

PONT A MARCQ 59710

A l'attention de Monsieur le Maire, Daniel CAMBIER

Tél 03 20 84 80 80

Courriel : contact@ville-pontamarcq.fr

Adresse internet (URL) : <http://www.ville-pontamarcq.fr>

Adresse internet du profit d'acheteur : <http://www.e-marchespublics.com>

B) Objet du marché public

Extension de l'aire de jeux rue Mitterrand à Pont à Marcq

C) Objet de la déclaration du sous-traitant

La présente déclaration de sous traitance constitue :

Un document annexé à l'offre du soumissionnaire

Un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement

Un acte spécial modificatif, il annule et remplace la déclaration de sous traitance du.....

D) Identification du soumissionnaire ou du titulaire du marché public

Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie , numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc...) :

En cas de groupement momentané d'entreprise, identification et coordonnées du mandataire du groupement :

E) Identification du sous-traitant

Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresse postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie , numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc...) et numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers ou auprès d'un centre de formalité des entreprises :

Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant :

Le sous-traitant est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation de la commission du 6 mai 2003 ou un artisan au sens de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996 ? :

OUI

NON

F) Nature et prix des prestations sous traitées

Nature des prestations sous traitées :

Montant des prestations sous traitées :

Dans le cas où le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée *infra*, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

a) Montant du contrat de sous traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

Taux de la TVA :.....

Montant HT :.....

Montant TTC :.....

b) Montant du contrat de sous traitance dans le cas de travaux sous traités relevant de l'article 283-2 nonies du code général des Impôts :

Taux de la TVA : auto liquidation (la TVA est due par le titulaire)

Montant hors TVA :.....

Modalités de variation des prix :

Le titulaire déclare que son sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement direct

OUI

NON

G conditions de paiement

Compte à créditer :

(joindre un relevé d'identité bancaire ou postal)

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :

OUI

NON

H capacités du sous-traitant

H1 récapitulatif des informations et renseignements (marchés publics hors MDS) ou des pièces (MDS) demandés à l'acheteur dans les documents de la consultation qui doivent être fournis , en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de son aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée, ses capacités économiques et financières ou ses capacités professionnelles et techniques :

-
-
-
-
-

H2 le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application du premier alinéa de l'article 45 du décret n°2016361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité) :

Adresse internet :

Renseignements nécessaires pour y accéder :

I Attestations sur l'honneur du sous-traitant au regard des interdictions de soumissionner

I1 le sous-traitant déclare sur l'honneur :

- a) N'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics (dans l'hypothèse

où le sous-traitant est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu'il devra prouver qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public)

- b) Au surplus, dans l'hypothèse d'un marché public de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner prévus à l'article 46 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015.

12 documents de preuve disponible en ligne :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder (si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernés) :

Adresse internet :

Renseignements nécessaires pour y accéder :

J cession ou nantissement des créances résultant du marché public :

1^{ère} hypothèse

La présente déclaration de sous traitance constitue un acte spécial

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 137 du décret n°2016-360 ou à l'article 126 du décret n°2016-361.

En conséquence, titulaire produit avec le DC4 :

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

Une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances

2^{ème} hypothèse

La présente déclaration de sous traitance constitue un acte spécial modificatif :

Le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus à l'article 137 du décret n°2016-360 ou à l'article 126 du décret n°2016-361, qui est joint au présent document,

OU

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie :

- Soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous traitée,
- Soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible,

Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

K acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant

(nota : lorsque le DC4 est fourni durant la procédure de passation du marché en annexe de l'offre du soumissionnaire, il appartient à ce dernier de vérifier si, dans le cadre de la procédure concernée, la signature de ce formulaire est ou non exigée par l'acheteur à ce stade ; si le DC4 n'a pas été signé, l'acheteur, une fois le marché attribué, renvoie au titulaire le DC4 complété afin que ce dernier le retourne signé de lui-même et de son sous-traitant. L'acheteur pourra alors notifier au titulaire le marché, auquel sera annexé ce document, ce qui emportera agrément et acceptation des conditions de paiement du sous-traitant)

A.....Le.....

Le sous-traitant

(personne identifiée rubrique E du DC4)

A.....Le.....

Le soumissionnaire ou le titulaire

(personne identifiée rubrique C1 du DC2)

Le représentant de l'acheteur, compétent pour signer le marché public, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A.....Le.....

Le représentant de l'acheteur :

L notification de l'acte spécial au titulaire

(Une copie de l'original du marché ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, de l'acte spécial, doit être remise à chaque sous-traitant bénéficiant du paiement direct par l'acheteur public)

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A.....Le.....